

Quels sont les nouveaux enjeux de l'Arctique ?

dimanche 26 avril 2026, par [Thierry GARCIN](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Thierry GARCIN](#), **Quels sont les nouveaux enjeux de l'Arctique ?**, *Diploweb.com* : la revue géopolitique, 26 avril 2026.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser une participation à votre convenance par PayPal via [la page suivante](#). Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

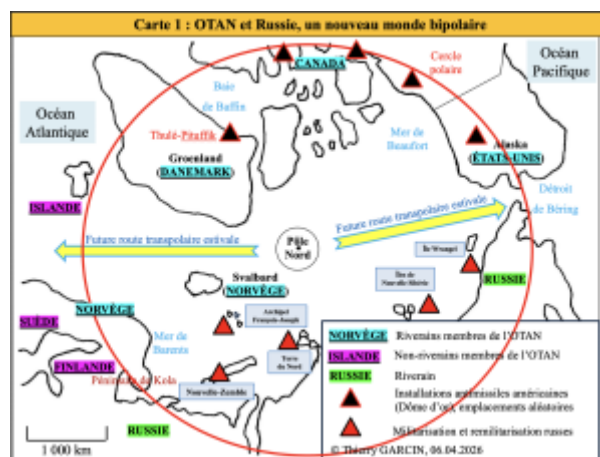
Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

La volonté américaine d'annexer le Groenland danois, débouchant sur un accord avec l'Alliance atlantique en 2026, a changé la donne en profondeur. En quoi la problématique arctique devient-elle plus fragmentée ? Thierry Garcin considère successivement la Russie, le déploiement des Etats-Unis... et le déclassement des pays intermédiaires (Canada, Norvège, Danemark). Un vaste panorama documenté qui permet de prendre de la hauteur et de donner du sens à l'actualité. Deux cartes inédites.

« GRAND NORD, basses tensions » (« *High North, low tensions* »). Ce mantra avait été répété à l'envi par les pays arctiques, nordiques, scandinaves et par la Finlande [1]. Pourtant, même avant l'invasion russe de l'Ukraine, cette vision n'était déjà plus « valide » [2]. Et, de toute façon, [la volonté américaine d'annexer le Groenland danois](#), débouchant sur un accord avec l'Alliance atlantique en 2026, a changé la donne en profondeur.

Quelles sont les nouveautés ? [La Finlande et la Suède ont adhéré à l'Alliance atlantique](#). Malgré des sanctions internationales répétées et en partie efficaces, la Russie a pu assurer le renouvellement progressif de ses brise-glaces nucléaires et confirme son « pivot vers l'Asie ». La Chine coopère en Arctique avec Moscou d'une façon volontariste. Au Canada, les revendications des communautés autochtones se renforcent. Depuis 2022, les nombreuses organisations régionales et subrégionales, naguère si fières de leur supposée influence sur les grands pays riverains, prétendant fabriquer du compromis par vocation et vantant l'imparable logique des réseaux (« *Small is beautiful* »), ont souvent exclu la Russie, celle-ci pouvant aussi les quitter. On est donc loin de l'œcuménisme affiché en 2008 à Ilulissat par les cinq pays riverains (Canada, Danemark via le Groenland, États-Unis, Norvège via le Svalbard, Russie), célébrant le primat du droit international et la nécessité de la coopération. La renationalisation des enjeux est patente, au point que s'amorce une nouvelle radicalisation Est-Ouest (carte n° 1 : « OTAN et Russie, un nouveau monde bipolaire »).



Carte 1. OTAN et Russie, un nouveau monde bipolaire
 Conception et réalisation T. Garcin, 2026.
 Garcin/Diploweb.com

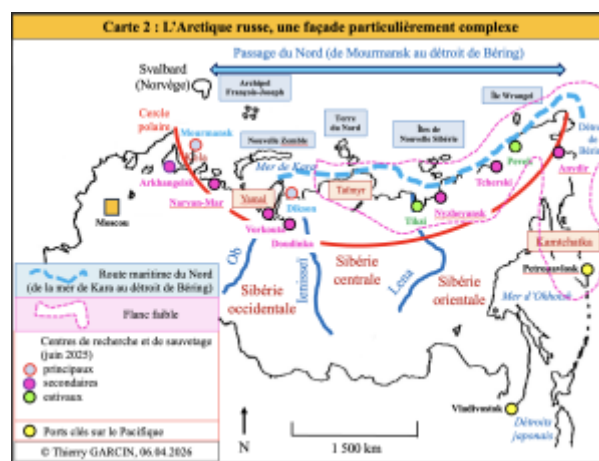
Ce contexte justifie d'autant plus **l'approche géopolitique, fondée sur les politiques de puissance**, et qui permet l'étude d'enjeux renouvelés [3]. Que veulent et que peuvent les acteurs riverains de l'Arctique, pour ne s'en tenir qu'à eux présentement (si l'Union

européenne en tant que telle est un acteur mineur, Chine et d'autres pays asiatiques sont déjà entreprenants [4]) ? En quoi la problématique arctique devient-elle plus fragmentée [5] ? Nous considérerons successivement la Russie, le déploiement des Etats-Unis, le déclassement des pays intermédiaires (Canada, Norvège, Danemark).

Russie : les conséquences de la guerre d'Ukraine

L'Arctique, géographiquement et historiquement, économiquement aussi, c'est la Russie. Donc, commençons par elle, malgré 1) le déshonneur de la guerre d'agression d'Ukraine, autant faute géopolitique qu'erreur de diagnostic, lesquels affaiblissent significativement et durablement la place et le rôle de Moscou sur la scène internationale ; 2) les revendications arrogantes des États-Unis sur le Groenland.

En effet, 80 % du gaz russe est arctique, près des deux tiers de son pétrole les sont également (les hydrocarbures en Arctique sont essentiellement à terre), la région assurant 10-15 % du PIB national et 15-20 % des exportations, le littoral se déroulant sur près de 10 000 km, 30 % du territoire national se situant au-dessus du cercle polaire (66° 33' N). De plus, la Commission des limites du plateau continental (CLPC, ONU) a rendu en février 2023 une recommandation favorable à la plupart des revendications de Moscou sur l'extension de son plateau continental (200 milles marins + 150 milles marins, environ 650 km). Cette bonne nouvelle fut aussitôt suivie en décembre 2023 d'une revendication américaine en mer de Beaufort (Alaska), immédiatement contestée par Moscou (bien que les États-Unis n'aient jamais ratifié la Convention sur le droit de la mer, tout en l'ayant signée et en la respectant globalement). En tous cas, un fait est établi : la Russie est incomparable en Arctique, cela depuis les premières explorations [6], et le restera. Son pivot arctique vers la Chine (coopération militaire, exportations d'hydrocarbures, gazoduc Force de Sibérie 2...) l'illustre à l'envi, même si elle est devenue l'obligée de Pékin (carte n° 2 : « La Russie arctique, une façade particulièrement complexe »).



Carte 2. L'Arctique russe, une façade particulièrement complexe

Conception et réalisation : T. Garcin, 2026

Garcin/Diploweb.com

Ce sont les « Occidentaux » (retour confortable à la terminologie des années 1950) qui ont contribué à internationaliser l'Arctique dès 2022 : [les sanctions internationales, inévitables](#)

mais précipitamment adoptées pour le Grand Nord (sans doute par besoin de plaire aux opinions publiques plus que par nécessité diplomatique) ont « déconfiné » les problématiques boréales, ce qui n'était d'ailleurs pas dans l'intérêt des États-Unis (voir infra), encore moins des autres pays riverains [7]. En effet, en mars 2022, la suspension quasi immédiate de la Russie du Conseil arctique par sept des huit pays fondateurs (celui-ci date de 1996) s'est révélée contre-productive sur le moyen terme (perte sèche pour la coopération scientifique internationale) [8]. Après sa suspension par les autres membres, Moscou s'est retirée du Conseil des États de la mer Baltique (CBSS en anglais) et du Conseil international pour l'exploration de la mer (CIEM) (elle avait été suspendue de cette dernière). De même et logiquement, en septembre 2023, la Russie est sortie du Conseil euro-arctique de la mer de Barents (CEAB, BEAC en anglais), la Finlande ayant refusé de lui transmettre la présidence tournante et l'adhésion de la Russie ayant été suspendue, entraînant la démission de Moscou. Dans la foulée, la Finlande a quitté ce Conseil en 2026, prétextant des raisons économiques mais critiquant à juste titre le foisonnement d'organisations subrégionales dans cet espace arctique et baltique européen, « structures qui se superposent » [9].

En outre, [Moscou](#) avait été exclue du Conseil de gouvernance de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) en octobre 2022 et du Conseil de l'Organisation maritime internationale (OMI) en décembre 2023. Ces décisions ont jeté des doutes sur le maintien de la Russie dans la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM). Moscou l'a même évoqué en 2024, après avoir hâté en juillet 2022 la publication d'une nouvelle stratégie maritime [10]. Le résultat le plus récent, contrariant pour les mêmes « Occidentaux » : la Russie se glorifie d'avoir de « nouveaux amis » (*sic*), qu'elle aurait d'ailleurs eu -certes- plus tard : Brésil, Chine, Émirats arabes unis (ÉAU), Inde, Turquie, Vietnam [11]. Son pouvoir perturbateur reste d'ailleurs intact : elle pratique des incursions navales (façade nord de l'Alaska) et des patrouilles aériennes avec la Chine (détroit de Béring, Aléoutiennes...), effectue des intrusions aériennes (drones, avions) en Europe occidentale (Norvège...), brouille des GPS aériens, se livre à des cyberattaques.

Évidemment, c'est [le passage du Nord](#) qui retient toute l'attention des observateurs. Si l'on oublie les prévisions hyperboliques des autorités russes (190 millions de tonnes transportées en 2030, tels qu'annoncés à la fin des années 2010 ; 70-100 millions en 2030, tels qu'annoncés en 2025 ; 220 millions de tonnes en 2035, tels qu'annoncés en 2024 !), le passage reste quand même fréquenté, surtout pour le trafic de destination (de Russie à des ports européens et asiatiques ou l'inverse, et de ports russes à ports russes). Précisément, en incluant le fret maritime intérieur à la Russie, on compte 38 millions de tonnes de marchandises en 2025 (4 millions en 2014, et... 1,568 milliard de tonnes pour le seul canal de Suez en 2023, avant les attaques des Houthis !), avec 58 % de gaz naturel liquéfié (GNL), 21 % de pétrole et 4 % de condensats de gaz ; le charbon est minime et le vrac insignifiant. On notera que pour l'année 2024, 85 % du GNL était exporté vers... l'Europe (Belgique, Espagne, France, par ordre décroissant en 2023). Toutefois, les importations européennes de gaz russe (gaz naturel et GNL) sont passées de 45 % en 2022 à 19% en 2024 (13 % attendus en 2025), le GNL devant être définitivement arrêté le 1er novembre 2027. Le trafic de transit, lui, c'est-à-dire d'Europe à Asie ou l'inverse sans escale, reste mineur (103 transits en 2025), compte tenu des sanctions internationales infligées à Moscou depuis la guerre d'Ukraine [12]. Il est évident que les installations d'hydrocarbures de la Sibérie occidentale (Yamal...) ont singulièrement pâti des sanctions et du manque d'équipements occidentaux (turbines...). De plus, certaines de ces sanctions portent même sur les navires en construction, s'inscrivant donc dans le long terme.

Rare initiative positive du moment : le fuel lourd, particulièrement polluant et déjà exclu de l'Antarctique depuis 2011, est interdit dans l'Arctique depuis 2024, avec des dérogations prévues jusqu'en 2029.

La Russie aligne quelque quarante brise-glaces de tous types.

Le renouvellement progressif des brise-glaces *nucléaires* (les seuls au monde, huit opérationnels, dont les nouveaux *Arctika*, *Ural*, *Sibir* et *Yakoutiya*) reste un élément notable du dynamisme russe. La relève est prévue en 2030, avec la classe *Lider* (120 mégawatts, chenal pratiqué de 48 m de large au lieu de 34 m actuellement) [13]. La Russie aligne quelque quarante brise-glaces de tous types, plus ou moins puissants, pourtant insuffisants pour affronter par exemple l'épaisse glace en mer Baltique en 2026.

L'administration de la Route maritime du Nord (de la Sibérie occidentale au détroit de Béring), assurée par Rosatom, comble le déficit créé par les différents régimes de sanctions internationales en misant sur les porte-conteneurs pourvus de la « classe glace » (les méthaniers géants le sont aussi) ou en accordant de plus en plus souvent des permis à des navires venus de Chine et lourdement chargés, mais dépourvus de cette classe glace enviée. Une flotte fantôme (changement de noms des navires, réattribution de pavillons de complaisance, coupures des GPS), pratiquant des transbordements en mer, permet de contourner en partie les sanctions et de réexporter via des pays arrangeants comme la Chine, l'Inde (qui réexpédie vers l'Europe) et la Turquie. Cette méthode, lente et compliquée, reste utile pour la Russie, le tour de l'Afrique par le cap de Bonne-Espérance étant très pénalisant (durée, conditions de mer, équipage, coût...), la piraterie restant menaçante en mer Rouge et dans le golfe d'Aden, la sécurité étant douteuse en mer Noire. La Russie a quelque raison d'entretenir son complexe obsidional : ses sorties vers la haute mer et vers la vastitude océanique n'ont jamais été une promenade de santé. Cela ne l'empêche pas de vendre également des minerais situés en Arctique (aluminium, cuivre, diamants, nickel...), source de devises précieuses en période d'économie de guerre contre l'Ukraine [14].

Toujours parmi les points forts de [la Russie en Arctique](#), on ajoutera les négociations difficiles mais cycliques sur la pêche en mer de Barents avec la Norvège (dans la continuité des accords bilatéraux de 2010) ; l'essor du port d'Arkhangelsk, même s'il est en partie gelé l'hiver ; la mise en place de centrales nucléaires sur barges (deux en construction, jusqu'à sept à terme), dispensant de l'électricité dans les embouchures des fleuves et les contrées reculées de la Sibérie orientale comme Baimsky (Yakoutie). L'une d'elles, *Akademik Lomonosov*, 70 MW, est déjà opérationnelle à Pevek depuis 2020 [15] ; la maîtrise des drones à long rayon d'action, indispensables pour tous en cas de recherche et de sauvetage et qui manquent cruellement aux étendues infinies de l'Arctique canadien. Dans ce domaine, l'étirement de la façade arctique russe étant exceptionnel (onze fuseaux horaires), la Russie est aussi unique en son genre, ayant mis en place des centres de secours (d'ouest en est) : à Mourmansk, Dikson (permanents), outre ceux en service ou prévus de Naryan-Mar, Vorkuta, Nadym, Dudinka, Tiksi, Pevek, Providaniya, Anadyr (au besoin saisonniers) [16]. Mais l'effort financier sur l'essentiel arc de cercle Pevek-Vladivostok via [le détroit de Béring](#) est déjà réduit : cet angle mort de la Route maritime du Nord (navigation très difficile de la Route maritime du Nord en

hiver et au printemps) le restera encore longtemps. En tout cas, inexorablement, assistances militaire et civile sont liées dans le Grand Nord, et personne ne sera de trop : la nature, la glace, le froid, les distances, la nuit, etc., y obligent tous les grands acteurs.

En revanche, effet secondaire de la guerre d'Ukraine en région péri-arctique, les projets stimulants de coopération ferroviaire entre la Scandinavie, la Finlande et la péninsule russe de Kola, liaisons transversales est-ouest qui auraient désenclavé le nord des régions et des pays concernés, sont désormais renvoyés aux calendes grecques (tâche titanesque, la Finlande a décidé d'adopter l'écartement européen pour ses rails, restés à la norme soviétique). Même perspective douteuse pour le serpent de mer que constitue depuis plus d'un siècle le chemin de fer Belkomur (Arkhangelsk-Oural).

Le déploiement américain

On sait que les États-Unis sont un *Junior Partner* dans la région, nouvel arrivé ayant acheté l'Alaska à la Russie en 1867. À l'époque, Saint-Pétersbourg était loin d'avoir achevé sa « conquête de l'Est » (*Far East* à sa manière), l'occupation du Caucase avait été rude, la crainte pouvait être de voir l'Angleterre mettre la main sur l'Alaska, sans parler des comptoirs russes dans l'actuelle Californie (fourrure de loutres, pêche) qui n'étaient pas perçus comme des établissements de première nécessité (lointains et mal approvisionnés) ni surtout rentables [17].

Les faiblesses américaines en Arctique, de différente nature, sont bien connues. Déclin pétrolier de l'Alaska qui ne saurait être enravé par le gaz (très loin d'être essentiel comparé aux quarante-neuf autres États), ajouté à l'éloignement des consommateurs nord-américains et des alliés septentrionaux du Pacifique (Japon, Corée du Sud) ; différend juridique avec Ottawa sur le statut du Grand Nord canadien (eaux territoriales canadiennes versus détroit international selon Washington) ; création attendue en 2030 d'un port en eau profonde en Alaska (Nome, à la latitude du détroit de Béring) ; administration peu coopérative : au Conseil arctique en 2019, lors du premier mandat de Donald Trump, le secrétaire d'État Mike Pompeo avait fustigé pêle-mêle la Chine, la Russie et le Canada dans une charge caricaturale, l'intéressé refusant de signer la déclaration finale mentionnant le changement.

Lors du début de son second mandat, le président Trump a voulu s'arroger le Groenland danois, territoire d'un pays membre de l'Union européenne (« pour moi, c'est une question psychologique » [18]), le Danemark s'y opposant mais sans réels moyens, quelques autres pays Européens protestant et se mobilisant. Le président américain avait invoqué d'étranges raisons de « sécurité nationale », puis « internationale » (inexistantes menaces russe et chinoise), puis « mondiale ». Quant au président Poutine, il n'y avait évidemment vu aucun inconvénient (« La question du Groenland concerne deux pays concrets. Elle ne nous concerne pas directement », mars 2025), d'autant plus que Moscou ne pouvait que tirer parti de cette volonté américaine d'annexion, ayant lui-même annexé officiellement la Crimée et quatre territoires du Donbass [19]. Finalement, un accord fut trouvé par le truchement du secrétaire général de l'Alliance atlantique, accord inconnu à ce jour. La base de Pituffik (ex-Thulé), dans l'extrême nord du Groenland (où les États-Unis sont chez eux depuis 1951), est essentielle pour le projet américain de « Dôme d'or pour l'Amérique », système antimissile.

Aux Etats-Unis, la flotte de brise-glaces est exsangue.

À noter aussi qu'en interne, [le second mandat Trump](#) a accentué les vulnérabilités américaines : coupes claires dans les administrations, limogeages de responsables, réduction de personnels, annulation de constructions de navires adaptés, arrêt des subventions à des ONG spécialisées. Mais c'est certainement la flotte de brise-glaces, exsangue, qui représente l'un des plus gros handicaps, malgré l'achat et la refonte d'un brise-glace privé existant, l'*Aivic* (rebaptisé *Storis*) et la construction en cours du *Polar Security Cutter Sentinel*, qui ne sera opérationnel que dans les années 2030 au plus tôt. Dans un moment habituel d'égarement, le président Trump a souhaité quarante brise-glaces pour les États-Unis : deux bâtiments en composent toute la flotte, dont l'un (le *Healy*) a pour fâcheuse habitude de combattre des incendies et l'autre (le *Polar Star*, cinquante ans de service) s'imagine une nouvelle jeunesse. Plus sagement, le Département de la défense a prévu huit brise-glaces, sans fixer de calendrier, indépendamment du fait que l'administration Trump II a réduit les budgets attirés d'une façon significative [20]. Finalement, en octobre 2025, le président américain a quand même annoncé à la Finlande la commande de onze brise-glaces (quatre construits aux États-Unis, deux en Finlande, dans un premier temps). Parallèlement - c'est une importante tendance de fond en la matière-, de plus en plus de nations péri-arctiques commandent des brise-glaces à propulsion classique. Les carnets de commande sont plus que pleins.

Washington « pioche » dans les moyens de l'Alliance pour conforter l'endigement septentrional de la Russie.

Cet isolement américain est désormais largement compensé par une implication à la carte, alliant trois instruments clés : 1) les forces proprement américaines (entraînements plus fréquents dans le grand Nord du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord, NORAD) ; 2) la multiplication des accords bilatéraux avec les alliés arctiques ou péri-arctiques (Danemark, Finlande, Islande, Norvège [21], Suède...), ce qui permet d'affaiblir mécaniquement la cohésion européenne ; 3) l'utilisation à façon de la « machine » OTAN, malgré la création d'un commandement unique à Norfolk (Joint Force Command, JFC). On sait que les États-Unis n'avaient jusque-là aucun intérêt à installer l'Alliance atlantique en Arctique [22]. **Or, l'évolution est très nette depuis le début du second mandat.** De fait, Washington « pioche » dans les moyens de l'Alliance pour conforter l'endigement septentrional de la Russie, d'autant plus que le rapprochement Russie-Chine est vécu comme une menace prioritaire [23]. Comme à son habitude plus atlantiste que les États-Unis, le Secrétaire général de l'époque, Jens Stoltenberg, avait affirmé avec aplomb et emphase en 2022 : « L'OTAN monte en Arctique, pour garder en sécurité notre peuple (*sic*) ». Le « *2024 Arctic Strategy* » du Secrétariat à la défense [24], succédant à un document de 2019, insiste sur l'amélioration nécessaire des performances (présence, communications, moyens aériens, radars prenant en compte les missiles hypersoniques russes) et sur la collaboration tous azimuts (Inde, Singapour...), ce qui correspond à deux besoins : 1) celui, atavique, de disposer d'une multitude de bases à l'étranger (une cinquantaine de facilités aériennes et autres sont en cours d'installation dans le tiers nord de la Finlande, de la Norvège et de la Suède ;

nombreuses pistes d'aviation disponibles) ; et 2) l'autre besoin, de mettre en œuvre la nouvelle approche de l'Alliance dite « à 360° », ce qui permet de convoquer tous les alliés, la « menace chinoise » (ressassée) étant un alibi tout trouvé.

Enfin, il est évident que, lorsque la route polaire passant par le centre de l'Arctique sera ouverte durant quelques mois (fonte estivale de la banquise), les États-Unis exploiteront cette nouvelle aire marine comme ils ont toujours procédé en Méditerranée : ce sera un tremplin océanique vers l'Asie. Les États-Unis cultiveront ainsi une vision mondiale de l'Arctique et le réchauffement de la planète joue pour eux.

Le déclassement des pays intermédiaires : Canada, Norvège, Danemark

. Le déficit [arctique du Canada](#) s'est aggravé. À cela, de nombreuses raisons récurrentes et durables. Ses forces armées disponibles dans la région sont peu nombreuses, dispersées et faiblement équipées, même si les moyens arctiques sont renforcés (garde-côtes, surveillance aérienne et maritime...). Le territoire arctique, loin des hommes, glacé et déchiqueté, est immense, les voies de communications sont rares, les installations portuaires sont limitées. Dans l'extrême nord du Québec, un port en eau profonde est étudié dans la baie d'Ungawa ouvrant sur le détroit d'Hudson, mais glacée de novembre à juin, le village avoisinant de Kuujuaq n'accueillant que 2 700 personnes (2021) ! Le projet d'une petite base navale de ravitaillement à Nanisivik est une nouvelle fois repoussé à l'ouest de l'île de Baffin et proche du passage du Nord-Ouest : **les travaux sont coûteux, insuffisants et difficiles**, elle ne pourrait servir qu'un mois par an. Plus généralement, un nouveau document officiel a été publié en 2024 [25] (programmes ambitieux d'infrastructures, d'hélicoptères, de détection aérienne avancée...), un radar transhorizon est prévu, tandis que le poste d'ambassadrice pour l'Arctique a été attribué en 2025 à une ancienne fonctionnaire du Nunavut, chargée de désenclaver diplomatiquement le Grand Nord (le poste avait été supprimé en 2006). Toutefois, comme à l'habitude, des dossiers clés ne trouvent guère de solutions : les droits complexes des communautés autochtones (notamment sur leur sol), leurs relations souvent heurtées avec les industriels (mines...), la difficulté à leur procurer un réseau Internet convenable pouvant les relier au reste du pays et aux autres communautés autochtones, etc. Seul et résiduel différend frontalier réglé en 2022 avec le Danemark, celui de la minuscule île de Hans. Comme le résumait déjà en 2007 l'ancien Premier ministre canadien Stephen Harper, il faut occuper l'Arctique canadien ou le perdre (« *We either use it or lose it* »).

. La **Norvège** est l'exemple type du pays qui pâtit directement du nouveau contexte. Traditionnellement fier d'appartenir au « club des Cinq » riverains, elle pratique un grand écart entre son atlantisme renforcé et la gestion très diplomatique de sa relation avec la Russie frontalière. Elle signe des accords militaires d'envergure avec Washington, décidant en avril 2021 d'ouvrir ses bases à l'armée américaine (l'évolution de la Norvège au sein de l'OTAN ressemble à celle de la Turquie des années 1950, à l'extrême opposé géographique). Parallèlement, elle se garde bien de rompre avec la Russie, qui restera toujours une ombre portée (souvent sombre) sur ses ambitions arctiques. Elle peut la condamner et la sanctionner depuis la guerre d'Ukraine, mais ne saurait en aucun cas l'affronter. L'annuelle réunion norvégienne *Arctic Frontiers* a même accueilli en 2024 des représentants de la très officielle Association russe des peuples autochtones du Nord (RAIPON). D'une façon plus générale, la

Norvège était naguère un balcon sur l'Arctique occidental ; or, **elle est en passe de devenir un tremplin américain**. Signe des temps : le port de Kirkenes, à 69° de latitude Nord et jouxtant la péninsule russe de Kola, était idéalement situé pour jouer le rôle d'aiguillage entre la route maritime du Nord et l'océan Atlantique. Or, il faudra désormais le désenclaver par fer par rapport à son arrière-pays norvégien, suédois et finlandais (les Américains y veilleront). De surcroît, les adhésions de la Finlande à l'OTAN, et surtout de la Suède (son ancienne tutelle jusqu'en 1905), réduisent sa marge de manœuvre au sein de l'Alliance. Dès lors, on comprend son souci d'entretenir des relations « acceptables » avec Moscou : poursuite des accords sur la pêche en mer de Barents ; maintien si possible de relations minimales au sein du Conseil arctique. Affichant à juste titre la politique de la « porte ouverte », Oslo a beaucoup perdu au lendemain de l'invasion de l'Ukraine par Moscou en 2022, lors de la suspension expéditive par les « Occidentaux » des travaux du Conseil arctique avec la Russie [26].

Moscou pourrait également revendiquer le Svalbard, par effet de symétrie avec la revendication de Washington sur le Groenland.

Chez elle au Svalbard (augmentation de la population et -comme à Tromsø- du tourisme autant terrestre que de croisière), elle se voit accusée par Moscou -à tort- de prévoir une militarisation épisodique de l'archipel (garde-côtes), interdite par le traité de Paris de 1920 (48 États parties). Moscou pourrait également revendiquer le Svalbard, par effet de symétrie avec la revendication de Washington sur le Groenland.

. Le cas du **Danemark** a fait couler beaucoup d'encre, en particulier depuis les revendications territoriales des États-Unis sur le Groenland, exprimées dès le premier mandat Trump. Cela, bien que les Américains y soient militairement déjà chez eux (base de Thulé-Pituffik) depuis un accord de défense de 1951, renégocié en 2004. Avant la concrétisation en janvier 2026 des menaces américaines d'annexion de l'inlandsis au motif d'une (inexistante) menace russe et chinoise [27], la métropole danoise avait renforcé, mais d'une façon limitée, sa présence militaire (radar de surveillance, deux drones, coopération avec le Canada, etc.). Puis, elle a monté en urgence un exercice symbolique de reconnaissance (*Arctic Endurance*) avec quelques alliés (quelques dizaines d'hommes, venant d'Allemagne, de Finlande, de Norvège, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de Suède, de France..., entraînés pour intervenir dans des conditions extrêmes), ce qui a aussitôt illustré l'absence réelle de solidarité communautaire. Le secrétaire général de l'Alliance atlantique, Mark Rutte, s'est finalement entendu avec le président Trump sur une accord au contenu inconnu (renégociation de l'accord de défense de 1951 ?), ce qui n'empêcha pas le président Trump de rappeler sa volonté d'annexion durant la guerre d'Iran (6 avril 2026). **De toute façon, le Groenland restera clé, compte tenu du projet de dôme d'or antimissiles du président Trump.**

Quant au mouvement indépendantiste groenlandais, il proclame que le territoire (population de 57 000 habitants) n'est pas à vendre [28]. Mais a-t-il les moyens de refuser une nouvelle tutelle, surtout américaine (« Il faut que cela change ! », avait proféré le vice-président américain au Groenland même, en 2025) ? Et ne regrettera-t-il pas un jour la vieille dépendance de Copenhague (540 millions d'euros par an, la moitié du budget de l'île), pétrie de mauvaise conscience, à savoir aussi de bonne conscience luthérienne ? Un slogan pompeux

et conquérant avait été adopté : « *Groenland in the world. Nothing about us without us* » (« Le Groenland dans le monde. Rien sur nous sans nous »). **C'est tout le contraire aujourd'hui, Donald Trump aidant.** Pourtant, le Groenland avait suspendu en 2024 sa participation au Conseil nordique (Danemark, Finlande, Islande, Norvège, Suède), protestant contre son statut « discriminant » de « membre associé ». En 2025, il avait même obtenu de la métropole que l'ambassadeur danois pour l'Arctique soit groenlandais. Paraissant aussi craintive que Copenhague (laquelle a présenté un plan pour « combattre le racisme contre les Groenlandais » (*sic*), jugé aussitôt insuffisant par les Groenlandais...), l'Union européenne avait néanmoins décidé en 2023 avec Nuuk, la ville principale du Groenland, d'un partenariat à terme sur les matériaux critiques durables [29].

Point d'orgue, le territoire qui avait décidé de quitter la Communauté économique européenne par un référendum en 1982 (sortie effective en 1985), demande évidemment à... intégrer l'Union européenne (UE). Pourtant : 1) la pêche est une politique commune de l'UE (elle représente 90 % des exportations groenlandaises !) ; et 2) le Groenland ne dispose que du statut de Pays et territoire d'outre-mer (PTOM) dans l'UE. Son attrait subitement intéressé pour l'UE rappelle étonnement en cela la politique islandaise. En effet, sinistrée économiquement, l'île avait été précipitamment candidate à l'UE en 2010 tout en rompant avec désinvolture les négociations en 2015, une fois sa santé refaite. En 2026, sentant le vent du boulet américain, l'Islande prévoit bien sûr de frapper à nouveau à la porte de Bruxelles... et reste le passager clandestin de toutes les organisations régionales possibles. L'UE représente donc une variable d'ajustement quasi bancaire pour Nuuk et Reykjavic, étant entendu que Bruxelles aide déjà le Groenland dans les domaines de l'éducation et des énergies propres. Compte tenu de cette surenchère opportuniste, il est normal que les îles Féroé danoises (53 000 habitants) aient aussi publié en 2024 une Stratégie arctique, exigeant avec grandiloquence « une voix indépendante dans toutes les organisations [*incluant le Conseil arctique !*] et tous les domaines de coopération concernés ».

Conclusion

La coopération avec [la Russie](#) ne reprendra pas de sitôt et les sept autres pays riverains ne pourront plus se rassurer en étant « *like-minded* », slogan avantageusement arboré mais dépassé : **les États-Unis ont brisé toute approche confortablement « occidentale »**. Les logiques étatiques ont repris le dessus, au détriment du maillage si complexe des petits intérêts régionaux qu'avaient mis en place les acteurs secondaires. Le vis-à-vis de la Norvège avec son voisin russe est beaucoup plus instable et son ancien tuteur historique suédois n'aura pas forcément les mêmes intérêts à l'égard des enjeux arctiques. Le Danemark est ferré entre la nouvelle mainmise américaine sur le Groenland et la perspective d'une indépendance de l'inlandsis de plus en plus irréaliste. Quant au Canada, il reste malheureusement tributaire de son immensité glacée, peu habitée et peu protégée. D'une certaine façon, Washington et Moscou recréent -mais à leur seul profit- les rapports Est-Ouest. « Si une paix juste et durable peut être instaurée en Ukraine, a annoncé l'ambassadeur américain pour l'Arctique de l'époque (quatre mois en poste !), l'amélioration des relations entre les États-Unis et la Russie pourrait permettre une coopération entre tous les pays de l'Arctique afin qu'ils puissent relever ensemble les défis urgents et saisir les opportunités qui se présentent dans toute la région ». Comprendre : l'heure sera un jour au duopole Washington-Moscou. Comme ailleurs, l'Arctique se fragmente, ce qui était déjà prévisible [30], mais à l'avantage des Grands.

La logique n'est donc plus seulement atlantiste : elle devient d'autant plus américaine.

Pour le moment, l'Alliance atlantique, qui avait toujours été écartée par Washington des dossiers arctiques (32 pays à faire manœuvrer ensemble !), s'installe comme telle en Arctique, l'adhésion de la Finlande et de la Suède s'y prêtant. Déjà en 2024 (exercice *Immediate Response*), les États-Unis avaient acheminé par bateau 200 véhicules et 300 conteneurs à Narvik, la Norvège devenant une plateforme logistique de premier plan (*hub*) pour l'encercllement occidental arctique de la Russie. « L'OTAN défendra ses intérêts dans l'Arctique, avait déclaré en 2024 l'amiral Rob Bauer, président du Comité militaire de l'OTAN. Il est de notre responsabilité de protéger l'ensemble des Alliés, y compris les sept pays de cette région. Nous voulons par ailleurs préserver l'ordre international fondé sur des règles, ce qui comprend la liberté de navigation ». Comme à son habitude, c'est Washington qui relie (le président Trump ne saurait fédérer), renforçant ou nouant des relations bilatérales *ad hoc*. La logique n'est donc plus seulement atlantiste : elle devient d'autant plus américaine.

Dès lors, la cinquième Année polaire internationale, qui va se dérouler comme d'habitude sur deux ans en 2032-2033, se présente sous de mauvais auspices. Dans l'espoir qu'elle rapproche à nouveau les scientifiques de tous pays, elle devra faire le tri entre projets prometteurs et élucubrations futuristes. En attendant, des dossiers clés restent ouverts : lutttes contre les feux, les inondations, les eaux contaminées par les mines ; investissements public-privé, toujours coûteux et peu assurés dans la durée ; protection des installations (enseignements tirés de la guerre d'Ukraine [31]) ; déploiements de drones à long rayon d'action et de moyens anti-drones ; communications par câbles sous-marins, eux-mêmes exposés aux attaques, Stockholm et l'Union européenne ayant même proposé un câble transpolaire [32] ; multiplication des activités spatiales à haute latitude, nouvelle frontière [33] ; etc.

Perspective désormais assurée : il y aura de plus en plus de monde en Arctique, à terre, en mer et sous l'eau, dans l'atmosphère et l'espace extra-atmosphérique. Quant à la militarisation du littoral et des abords, de toute façon nécessaire pour quantité d'activités civiles (recherche et sauvetage, observation, cartographie...), elle est devenue générale, personne ne pouvant jeter la pierre à l'autre.

Copyright Avril 2026-Garcin/Diploweb.com

Plus

Planisphère. Pourquoi l'Arctique devient-il stratégique ? Avec J. Bachelier

[Ecouter et lire la synthèse rédigée](#)

P.-S.

Thierry Garcin, ancien producteur délégué à Radio-France (*Les enjeux internationaux*).

Chercheur associé à l'université de Paris Cité. Il a notamment publié « *Géopolitique de l'Arctique* », 2e éd., Economica, 2021.

Notes

[1] La Finlande est non scandinave, pour des raisons essentiellement culturelles.

[2] Audition de Thierry Garcin devant la Direction générale (DG) DEFIS (défense, industrie, espace) de la Commission de l'Union européenne, « Arctic : What is at stake for the EU ? Geopolitics, Security, Economics », 24 juin 2021.

[3] Du même auteur, *La Fragmentation du monde. La puissance dans les relations internationales*, Paris, Economica, 2018, 335 p.

[4] Du même auteur, « La Chine et l'Arctique », LA CHINE ET L'ARCTIQUE. Thierry GARCIN - GéopoWeb, 7 septembre 2024.

[5] Du même auteur, Géopolitique. L'Arctique ou les Arctiques ? T. GARCIN, Diploweb, 5 juin 2021.

[6] Du même auteur, *Géopolitique de l'Arctique*, Paris, 2e éd., Economica, 2021, 256 p. (ch. 2 : « La conquête de l'Arctique »).

[7] Les trois non riverains : Finlande, Islande (sauf pour ses eaux septentrionales), Suède.

[8] Également, retrait russe en 2025 de l'accord régional sur les situations d'urgence de 2008.

[9] En effet, ces multiples forums finissent par ressembler à une immense agence de voyages, appuyée par une généreuse bureaucratie : Arctic Circle Assembly créant tout de go un Arctic Circle Business Forum, outre un Polar Circle, une Arctic Urban Regional Cooperation, un Conseil économique de l'Arctique, un Forum des maires de l'Arctique, etc. Cette profusion anti-ergonomique traduit un signe de faiblesse autant qu'une inquiétude des pays concernés. Cet emboîtement interdisciplinaire, ces associations à la carte et ces niches pour experts attirés défont l'entendement et la rationalité, tout en se révélant finalement fort proches des intérêts américains.

[10] « Doctrine navale », « Совет Безопасности Российской Федерации » (en russe). Cette nouvelle doctrine, précise l'amiral Alain Oudot de Dainville, ancien chef d'état-major de la marine, « définit les ambitions maritimes de la Russie, dont la Zone économique exclusive (ZEE) n'atteint que les 2/3 de celle de la France. Elle distingue trois espaces, les eaux territoriales et la ZEE, les mers Caspienne, d'Okhotsk et l'Arctique nettement présenté comme le nouvel « eldorado » économique, zones les plus sensibles d'une importance existentielle où les forces armées doivent défendre les intérêts russes » (*Revue Défense nationale*, septembre 2022).

[11] Du même auteur : « 'Sud global', BRICS+ : deux notions vraiment géopolitiques ?' », *Les Analyses de Population & Avenir. La revue des populations et des territoires*, n° 52, novembre 2024, <https://doi.org/10.3917/lap.052>. Et « Le Sud global : un mouvement puissant mais hétérogène », *Géostratégiques*, n° 70, janvier 2026, <https://doi.org/10.3917/lap.052>. GARCIN_geo_70.pdf.

[12] Hervé Baudu, *Les Routes maritimes arctiques. Enjeux économiques et géopolitiques*, Paris, 2e éd., L'Harmattan, 2024, 210 p. Et Observatoire de l'Arctique, n° 69, janvier 2026, Fondation pour la recherche stratégique (FRS)-Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), <http://www.observatoire-arctique.fr/analyses-regionales/bulletin-n-69-janvier-2026/>.

[13] « Presse occidentale : Le brise-glace Lider donnera à la Russie la supériorité sur les États-Unis dans l'Arctique », Top war, 26 janvier 2026, <https://fr.topwar.ru/277007-zapadnaja-prensa-ledokol-lider-dast-rossii-prevoshodstvo-nad-ss-ha-v-arktike.html>.

[14] Florian Vidal, « The end of the post-cold water era », G. Rekvig and M. Finger (eds.), GlobalArctic, Palgrave Research in Peace Studies, https://doi.org/10.1007/978-981-96-4868-9_6. Et, à propos des logiques néo-impériales russe et américaine, « Avis de tempête en Arctique », *Études*, n° 4335, mars 2026.

[15] Des centrales nucléaires flottantes de 100 MW sont prévues pour l'exportation. Régions intéressées : Afrique de l'Ouest, Amérique latine, Asie du Sud-Est, Moyen-Orient.

[16] Le centre d'Anadyr est, lui, sur le Pacifique.

[17] Petit promontoire de Fort Ross, principalement.

[18] À propos du Groenland : « Nous en avons vraiment besoin pour la sécurité mondiale. Et je pense que nous allons l'avoir. D'une manière ou d'une autre, nous l'aurons ». « Je n'aime pas le dire comme ça, mais il va nous le falloir ». Donald Trump avait annoncé « prendre le contrôle » du Groenland en janvier 2026.

[19] Le président Trump voulait également s'appropriier le Canada (« 51e État américain ») et reprendre la zone du canal de Panama (pourtant restituée à Panama en 1979).

[20] William Muntean, « Budget polaire américain : couper les liens avec un brise-glace de l'Antarctique », *Polar Journal*, 11 juin 2025, Budget polaire américain : couper les liens avec un brise-glace de l'Antarctique | Polar Journal.

[21] La Norvège s'est vu confier en 2025 le Centre combiné d'opérations aériennes. En 2018, elle avait déjà accepté d'accueillir à demeure -grande nouveauté- des *Marines* américains.

[22] Raisons principales rappelées dans *Géopolitique de l'Arctique*, op. cit. (ch. 7).

[23] Center for Strategic and International Studies. Arctic Military Activity Tracker | CSIS Europe, Russia, Eurasia Program.

[24] 2024 Department of Defense Arctic Strategy.

[25] « La politique étrangère du Canada pour l'Arctique », La Politique étrangère du Canada pour l'Arctique.

[26] La Russie a été présente à distance dans quelques « groupes de travail », participation qui a divisé d'ailleurs les autres membres. On remarquera au passage que le retour éventuel de la Russie dans le Conseil arctique offrira paradoxalement à Moscou un joker dans les négociations.

[27] Les prétentions de la Chine ont connu des fortes déconvenues dans les récentes années (mines, aéroports...).

[28] Government of Greenland, Ministry for Statehood and Foreign Affairs : "Greenland in the world. Nothing about us without us. Greenland's Foreign, Security and Defense Policy 2024-2033-an Arctic Strategy", February 2024.

[29] Selon Nuuk, le Groenland abriterait 25 des 34 matières premières critiques. L'Union européenne, elle, prévoit de doubler à partir de 2028 sa contribution, jusqu'à plus de 500 millions d'euros.

[30] Du même auteur, « Géopolitique. L'Arctique ou les Arctiques ? », Diploweb, 5 juin 2021, <https://www.diploweb.com/Geopolitique-L-Arctique-ou-les-Arctiques.html>.

[31] En 2025, la péninsule russe de Kola (base aérienne d'Olenya) a été très sévèrement attaquée par des drones ukrainiens.

[32] Sur les câbles en Arctique, consulter Michael Delaunay, LES ENJEUX STRATÉGIQUES DES CÂBLES SOUS-MARINS DE FIBRE OPTIQUE DANS L'ARCTIQUE, GéopoWeb, 7 juin 2022. Et " Polar Connect, the first submarine cable to cross the Arctic thanks to the European Union support ? ", *The Polar Journal*, 1-23. <https://doi.org/10.1080/2154896X.2025.2603867>.

[33] Deux bases de lancement existent en Norvège (coopération avec les États-Unis et l'Allemagne) et en Suède : les tirs sont destinés à la météorologie, à l'observation, à la surveillance et complètent les activités dans l'atmosphère (drones à long rayon d'action s'appuyant sur des coopérations régionales et internationales, notamment Norvège-Danemark, Norvège-Allemagne). Là encore, civil et militaire resteront étroitement liés. Respectivement, le jeune site norvégien Andøya Spaceport situé au tiers nord du pays, orbites polaires (Orbital launch services - Andoya Space) et l'ancien et expérimenté site suédois Esrange (coopération avec la Corée du Sud, Esrange - the world's most versatile space center - SSC). Beaucoup plus bas (60° N), dans les Shetland britanniques, une base de lancement sera opérationnelle sous peu (SaxaVord Spaceport, SaxaVord - UK Space Port).